



# CARITAS CONGO ASBL

## SECRETARIAT EXECUTIF

Sege Social: 59, Mont Virunga  
Kinshasa-Gombe/ RD. Congo

Bureaux: 26, Basoko  
Kinshasa-Gombe / RD.Congo

Site : [www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd) Email : [directeur@caritasdev.cd](mailto:directeur@caritasdev.cd)  
B.P: 3258 Kinshasa | Fax: + 243 99 100 88 36 Tél.: +243 81 526 17 83

---

### **DECLARATION DE BONIFACE NAKWAGELEWI ATA-DEAGBO, SECRETAIRE EXECUTIF DE CARITAS CONGO À LA CONFÉRENCE HUMANITAIRE SUR LA RDC À GENÈVE LE 13 AVRIL 2018**

Monsieur/ Madame le (la) Président(e)  
Monsieur le Coordonnateur Humanitaire,

Au nom des ONGs nationales nous voudrions vous remercier de l'organisation de cette conférence qui nous donne une fois de plus l'opportunité de sensibiliser les bailleurs de fonds aux souffrances de la population congolaise et à la nécessité de lui porter secours.

En ce qui concerne la 1<sup>ère</sup> question de Monsieur le Coordonnateur de secours d'urgence, à savoir ce qui doit être fait pour réduire les souffrances et redonner de l'espoir au peuple congolais, la situation humanitaire en RDC est caractérisée par, d'une part, un accroissement incessant du nombre des personnes ayant besoin d'être assistées et, d'autre part, par la faiblesse des moyens mis à la disposition des acteurs humanitaires pour répondre à ces besoins.

Les besoins les plus importants sont la Protection et la sécurité des personnes car ce sont essentiellement les personnes déplacées par les conflits et les violences exercées par les milices armées qui ont besoin de l'aide humanitaire.

Sans une protection suffisante et sans sécurité ces personnes ne retrouveront jamais l'espoir de retour à une vie normale dans leurs milieux.

Quant au financement pluriannuel, il peut faire la différence dans la réponse en ce qu'il peut permettre la continuité dans l'action et d'assurer une certaine durabilité en prolongeant la réponse aux besoins les plus urgents par la réhabilitation. Ceci exige une coordination entre les acteurs humanitaires, ceux de développement et ceux de la stabilisation d'une part et une concertation entre les bailleurs de fonds humanitaires et ceux de développement d'autre part.

**Question 2:**

En ce qui concerne cette question, les progrès réalisés depuis 2-3 ans sont :

- 1) Un bon partenariat entre les acteurs locaux et internationaux (Agences des Nations Unies et ONGs Internationales)
- 2) Accroissement du nombre des acteurs humanitaires et une bonne occupation (répartition) du territoire national (Progrès dans l'accès à l'information depuis 2015)
- 3) Qualification ou la formation des acteurs humanitaires locaux, l'uniformisation de langage professionnel et une meilleure coordination (CPIA, Clusters, sous-cluster, groupes thématiques)
- 4) La rapidité dans la collecte et le traitement des informations grâce à la maîtrise de la Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (usage des tablettes, de GPRS, des réseaux sociaux...)
- 5) L'Amélioration de la qualité des réponses délivrées : des évaluations des besoins plus professionnelles (RRMP, formation des acteurs) et la délivrance rapide des réponses
- 6) Des Bailleurs de fonds plus attentifs aux besoins des populations et en concertation régulière avec les acteurs humanitaires (l'Equipe Humanitaire du Pays)
- 7) Des Mécanismes de financement plus flexibles et rapidement mobilisables pour des interventions rapide (allocations de premières urgences, urgences, standards)  
Ex : Crise de l'Ituri - enveloppe de plus de 2 millions mise à disposition/ déployé par les acteurs humanitaires dans le mois qui a suivi la crise pour une réponse d'urgence aux populations affectées).

### **Comment nous appuyer pour mieux faire notre tâche ?**

- a) Nous demandons aux bailleurs de fonds de:
  - Etre ouvert à assurer le lien entre l'urgence et le développement
  - Accroître l'enveloppe destinée aux mécanismes de réponse rapide (ex : RRMP, stock de contingence, allocation de première urgence) : vue l'amélioration considérable dans le traitement et la gestion de l'information dès la déclaration d'une alerte, par les acteurs humanitaires sous le lead de OCHA, il est nécessaire que des fonds soient mis à disposition pour des réponses de premières urgences dans les crises aigües.
  - Poursuivre l'application de la localisation de l'aide recommandée par l'engagement du Grand Bargain en réservant au moins 25 % des financements humanitaires aux ONGs nationales.
- b) Nous demandons aux Agences des Nations Unies et aux ONG Interationales de poursuivre le renforcement des ONGs nationales/locales en vue d'assurer la durabilité et la relève

En ce qui concerne communautés affectées par des conflits, les meilleures approches et exemples de l'interaction/ intervention des acteurs humanitaires sont une collaboration étroite et la synergie entre les acteurs humanitaires, ceux du développement et ceux de la stabilisation (administration publique, Justice).

Quant au meilleur exemple, nous voudrions citer le cas de la crise de l'Ituri entre 1999 et 2005 où on a combiné la réponse d'urgence et le désarmement -démobilisation et réinsertion socio-économique des miliciens ainsi que l'arrestation et le jugement des chefs de guerre

Cette bonne pratique est malheureusement peu observée pour les régions du Tanganyika et l'Espace Kasai.